

2018 !

Chaque jour qui passe, le ministre Blanquer communique aux medias une nouvelle annonce concernant sa politique vis-à-vis de l'école. La plupart du temps, les personnels de toutes catégories y compris les personnels de direction et d'inspection, prennent connaissance de ces nouvelles décisions par les medias. Certaines d'entre elles sont mises en œuvre sans qu'aucun texte réglementaire ne les fonde. C'est la méthode Blanquer.

Il est difficile de tenir à jour les annonces du ministre : rentrée en musique, redoublements, chant choral, dictée tous les jours, interdiction du téléphone portable, plan mercredi ...

La plupart du temps, le ministre enfonce une porte ouverte et en réalité confirme des instructions antérieures. Peu importe, il s'agit de communication !

Derrière ce fouillis d'annonces, un rideau de fumée. Que fait le ministre ?

Monsieur Blanquer a pris l'habitude de citer des enquêtes internationales et d'oblitérer chacune de ses décisions du sceau de considérations scientifiques à lui seul accessibles. En cas de besoin, il appelle même Jules Ferry à la rescousse, mais personne n'est dupe.

La qualité des enquêtes internationales agrémentées de considérations pseudo-scientifiques peut facilement être appréciée quand on prend la peine de s'interroger sur l'identité de l'institution qui les a commandées et financées. La Banque mondiale, l'OCDE et autres institutions internationales multiplient les recommandations et injonctions sur la nécessité d'appliquer à l'École et à tous les services publics les politiques d'austérité, de remise en cause du caractère national des systèmes scolaires et des protections du statut pour les personnels.

Ces institutions n'hésitent même pas à avoir un point de vue « pédagogique » au nom de la « formation tout au long de la vie » : il faudrait privilégier l'enseignement « informel » plutôt que l'enseignement « formel », s'occuper davantage de « compétences » plutôt que de qualifications et délivrer des « bilans de compétences » plutôt que des diplômes nationaux.

Le ministre vient donc d'annoncer un plan pour la lecture « maîtriser le français, une exigence pour la réussite de tous », s'appuyant sur une enquête internationale sur la lecture scolaire qui stigmatise les résultats des écoliers français et place la France en 34e position sur les 50 pays évalués. Personne ne pourra lire dans les annonces du ministre que l'avalanche de réformes et de contre-réformes, que les réductions de postes et de moyens, que les errements sur la formation des enseignants, que la disparition des brigades de remplaçants, que le saccage de toutes les structures d'enseignement spécialisé, que l'agonie de la médecine scolaire et de son rôle de dépistage des difficultés auraient une quelconque responsabilité dans les difficultés affirmées comme une vérité révélée par l'enquête utilisée par le ministre.

Oui, il y a des difficultés, à tous les niveaux de l'école, et la vérité est que sans l'attachement des personnels enseignants, des personnels de toutes catégories, au bon fonctionnement de l'école, au cadre institutionnel national de son fonctionnement, sans leur attachement à leurs missions, sans leur capacité à résister et à se mobiliser pour les défendre, sans leur volonté de défendre leurs garanties statutaires de fonctionnaires de l'état, il y a belle lurette que l'école aurait succombé sous les coups des contre-réformes successives de tous les ministres depuis plusieurs dizaines d'années.

Il est à noter que le ministre n'a trouvé aucune enquête internationale pour justifier la suppression dès cette rentrée de milliers de postes de contrats aidés au lieu d'ouvrir l'accès à un emploi statutaire aux personnels qui les occupent...

Non monsieur le ministre, les personnels ne sont pas responsables.

Non monsieur le ministre, les enseignants ne se laisseront pas impressionner par vos annonces, commentaires et injonctions.

.../...

Au centre du plan du ministre sur la lecture, il y a la remise en cause de la liberté pédagogique, de l'indépendance pédagogique des enseignants qui constituent, depuis Jules Ferry monsieur le ministre, le socle des garanties statutaires qui encadrent leurs missions.

La réalité de la politique de ce gouvernement vis-à-vis de l'école et des personnels s'inscrit dans la parfaite continuité et dans l'aggravation brutale des politiques précédentes : confirmation et poursuite de la territorialisation de l'école et de l'autonomie des établissements, instauration d'un dispositif de tri arbitraire des lycéens pour barrer l'accès de dizaines de milliers d'entre eux à l'université, destruction du baccalauréat et du lycée, abandon de la formation professionnelle initiale dans les lycées professionnels aux régions et aux branches professionnelles c'est-à-dire aux patrons.

Il est un domaine où le ministre approche de la sincérité : sa politique de « ressources humaines ». Elle a deux axes :

- accélérer l'application à l'éducation nationale de la réforme territoriale et aller vers des agences régionales d'éducation (les « régions académiques ») où recteurs et présidents de région auront toute latitude pour « expérimenter » (« l'expérimentation » est un des outils préférés du ministre) une école régionale, des diplômes régionaux, des programmes régionaux...
- «évaluer» les personnels et leur imposer une gestion au mérite de leur carrière, c'est-à-dire casser toutes leurs garanties statutaires et la soumettre à l'arbitraire.

En prenant son poste, le ministre Blanquer a annoncé qu'il n'y aurait pas de réforme Blanquer. Nous savons maintenant ce qu'il en est : il veut poursuivre et achever toute la politique de déréglementation et de privatisation, d'abandon, commencée par les précédents gouvernements.

Monsieur Blanquer a bien servi les gouvernements précédents (comme directeur de cabinet puis recteur puis directeur au ministère), il est aujourd'hui ministre du gouvernement Macron, le gouvernement qui à coup d'ordonnances casse le Code du travail puis s'attaque à la formation professionnelle, à l'assurance chômage et bientôt aux retraites.

La fédération Force Ouvrière de l'enseignement, de la culture et de la formation professionnelle reste et restera sur ses mandats dont le premier est d'informer les personnels pour leur permettre de résister et de se mobiliser.

Nous n'accompagnerons ni les opérations de communication ni les mauvais coups du ministre et du gouvernement contre l'école, les salaires, les statuts, la protection sociale, le Code du travail.

L'année 2018 commencera comme une année de résistance, résistance pour défendre et reconquérir les droits et acquis remis en cause et menacés.

Le premier outil dont nous disposons est l'organisation syndicale indépendante. Nous la défendrons bec et ongles. C'est dans cet état d'esprit que nous aborderons le congrès de notre confédération en avril prochain et que nous préparons d'ores et déjà les élections professionnelles de décembre 2018.

À tous les adhérents des syndicats FO, le secrétariat fédéral souhaite de très bonnes fêtes de fin d'année et une excellente année 2018.

Hubert Raguin